Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

# Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Numéro Spécial N° 29 - NOUVELLE SÉRIE - 5e ANNÉE - 31 MAI Prix minimum 0.50 F

**Quand la Pègre des beaux Quartiers descend dans la rue**

(voir page 2)

# NON A DE GAULLE

# VIVE LA GREVE GENERALE

**Depuis quinze jours, un mouvement gréviste d'une immense ampleur, secoue les assises non seulement du régime gaulliste, mais du système capitaliste lui-même.**

**Parti spontanément, à la suite des premiers coups de boutoir portés par les étudiants à l'Etat-fort, il s'est étendu comme une traînée de poudre pour arriver à unir en quelques jours dix millions de travailleurs en lutte.**

**Dès la fin de la première semaine, le Président de la République et son premier ministre ont tenté de l'enrayer en même temps que l'agitation étudiante, en proposant quelques miettes sans commune mesure avec l'ampleur du mouvement. Mais les travailleurs, conscients de la force qu'ils représentaient, ont refusé. Une semaine plus tard, le Pouvoir revient avec un ton hautain et menaçant.**

**Les travailleurs en grève, c'est pour le gouvernement le désordre et le chaos, bien que le droit de grève soit inscrit dans la constitution.**

Pour justifier ses menaces, le Président de la République tente de faire croire que dix millions de grévistes sont les jouets d'une minorité d'agitateurs incontrôlés, alors que ces dix millions de travailleurs sont entrés en grève quasi spontanément en moins d'une semaine.

Quand de Gaulle a proposé son plébiscite, il n'y avait qu'une seule riposte: le boycott. Les travailleurs en poursuivant la lutte ont pratiquement boycotté le plébiscite et aujourd'hui, de Gaulle est obligé d'y renoncer pour le remetre à plus tard. Aujourd'hui, le Président de la République offre aux travailleurs, non pas la satisfaction de leurs revendications mais des élections. Et en échange d'un bulletin de vote, il demande, plus, il exige sous menace de la dictature, que les travailleurs abandonnent leur arme la plus précieuse, la plus efficace, celle qui seule peut le faire reculer: **LA GREVE.**

Les organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont, à peine une heure après la déclaration du Président de la République, accepté la consultation électorale, c'est-à-dire en fait, renoncé à la grève puisque les élections ne peuvent avoir lieu tant que la grève persiste.

Les travailleurs pourront-ils une fois de plus faire reculer le pouvoir des capitalistes en poursuivant la grève ?

Le gouvernement mise sur leur lassitude et sur l'attitude des dirigeants des organisations dites ouvrières qui, en renonçant de fait à la grève, rendent le combat des travailleurs plus difficiles.

En poursuivant la grève les travailleurs sont dans leur droit. Car le droit qu'ils défendent, c'est leur droit de vivre décemment et dans la dignité. Et ceux qui ne sont pas dans leur droit, ce sont ceux qui prétendent exiger leur travail sans satisfaire ce droit de vivre, et qui par un profond cynisme, se croient autorisés à vouloir les remetrte au travail à coups de bottes.

Les travailleurs auront-ils la force de continuer la seule lutte qui peut leur donner satisfaction, la seule qui puisse abattre le régime gaulliste et ouvrir la voie qui les portera aux responsabilités de la gestion de la société sur des bases socialistes. C'est une question de détermination.

S'ils savent qu'ils peuvent continuer la lutte, s'ils savent, s'ils peuvent la porter à un niveau plus élevé, en ne se limitant pas à la cessation du travail, mais en commençant par organiser la vie du pays en remettant en marche l'économie sans les capitalistes et leurs valets, alors oui, ils emporteront la victoire, car le régime qu'ils construiront dans cette lutte sera le leur.

Celà peut paraître une utopie. Mais qui aurait pu dire il y a un mois qu'aujourd'hui tous les travail leurs seraient en grève en même temps. Et pourtant!

En tout cas, nous pouvons être sûrs que si, par une surestimation des forces de l'adversaire et une sous-estimation des nôtres, nous lâchons notre arme qu'est la grève. ce n'est pas un bulletin de vote qui poura la remplacer.

Et tôt ou tard, nous devrons recommencer avec plus de détermination, jusqu'à la victoire totale.

## DE GAULLE MENACE

## La Gauche acceptera-t'elle de quitter la rue pour les isoloirs ?

**Le Général de Gaulle est sorti de son silence. Il n'a pas accepté de démissionner. Ni de démissionner Pompidou. Par contre, il a décidé de dissoudre l'Assemblée actuelle et, par voie de conséquences, d'organiser de nouvelles élections dans le mois à venir.**

Le langage dur qu'il a employé comme le contenu de sa décision sont sans équivoque. En représentant lucide de la bourgeoisie, de Gaulle a choisi une solution qui puisse permettre de résoudre la crise politique dans le cadre de la légalité bourgeoise.

Malgré le langage dur, sa décision constitue un recul sur le terrain de cette légalité. De Gaulle annule en effet son projet de référendum plébiscite. Il est prêt à accepter le risque de perdre sa majorité, et même de voir éventuellement une majorité de gauche se constituer à l'assemblée.

Mais, sur un point, le plus important, il se veut intraitable. Il ne veut apparaître d'aucune façon comme cédant à la presion de la rue.

Certes, personne ne s'y trompe, il a dû se résoudre à faire appel à des élections, à annuler le référendum, c'est à cause des barricades du quartier latin, c'est à cause des millions de grévistes, c'est à cause de la profondeur de la crise. Mais s'il est prêt à céder, il veut que cela apparaisse comme le résultat d'un vote et non l'effet d'un recul devant la «tyrannie» de la rue.

Par la voix de De Gaulle, la bourgeoisie a écarté — tout au moins momentanément — la solution d'une dictature militaire à la «Grecque», solution dont elle ne veut et sans doute ne peut assumer le risque. Ellle laisse l'avenir ouvert aux deux solutions de droite et de gauche. Mais elle met la gauche devant ses «responsabilités». «Nous vous laissons la possibilité d'accéder au pouvoir par la voie légale, mais désarmez d'abord la rue», tel est le sens de l'appel du président. Et la «gauche» — qui de toute façon n'avait nullement le désir de se servir de la rue comme marche-pied — est prête à se faire une douce violence.

La déclaration de de Gaulle est d'ailleurs assortie d'une menace. La gauche est d'autant plus sensible au chantage au coup de force dont la menace le pouvoir, qu'elle craint non seulement ce coup de force, mais autant et plus le désordre dans la rue contre lequel il est censé s'exercer.

Il n'est laissé en tout cas à la gauche d'autre choix qu'entre deux attitudes, ou rejetter le terrain parlementaire sur lequel de Gaulle a décidé d'engager le combat, autrement dit choisir une voie où il faut être prêt à se battre. Ou accepter ce terrain en acceptant par la même occasion de contribuer de concert avec le pouvoir, à rétablir l'ordre afin que ces élections puissent avoir lieu dans des conditions dites normales.

Malgré les échanges de répliques virulentes de part et d'autre, le choix de la gauche, y compris du PC, ne fait pas de doute. Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore la position de tous les représentants patentés de cette gauche. Mais d'ores et déjà, les Mitterand et autres Waldeck-Rochet ont proclamé avec une fougueuse unanimité vouloir mener la bataille avec une résolution et une témérité de circonstance, sur le terrain parlementaire.

La gauche et le PC arriveront-ils à rétablir le calme contre la promesse d'une possible mais fort illusoire victoire parlementaire? Il est impossible de le dire pour l'heure, mais ils possèdent de sérieux atouts. Tout d'abord, les illusions électoralistes sont fortement ancrées dans les habitudes du prolétariat français grâce — si l'on peut dire — à l'activité des organisations qui se réclament de la classe ouvrière en particulier — Ensuite — et ceci découle de celà — le prolétariat ne voit guère d'autre issue que parlementaire à la crise politique actuelle.

Enfin le PC va peser de tout son poids, pour que la classe ouvrière accepte que son avenir et l'avenir politique du pays soit déterminé par ce qui va sortir des urnes.

Cependant, sa propre politique des jours passés peut se retourner contre lui. Le Parti et la CGT ont cherché depuis le début des grèves à les orienter et à les limiter sur le terrain économique.

Or la déclaration du Président de la République n'indiquait aucune concession sur ce terain. Dans ces conditions, il sera difficile au PC et à la CGT de présenter comme une victoire une reprise du travail, même si elle est censée se faire pour la «bonne cause»., pour ouvrir la voie au succès électoral de la gauche.

Dans la période à venir, le prolétariat aura en tout état de cause à supporter le poids d'un pouvoir décidé à rétablir l'ordre, mais aussi celui des partis et appareils syndicaux prêts à le contenir afin de garantir le bon déroulement des élections. Mais le prolétariat n'est pas encore au bout de sa capacité de résistance. Les plus jeunes en particulier ont montré une combativité difficile à contenir. C'est dans cette combativité que réside l'espoir d'éviter que la gauche brade le mouvement actuel contre le plat de lentilles d'un changement de majorité, au demeurant nullement assuré.

## Une "troisième Force" à gauche ?

**Si la manifestation du Stade Charlety a été une nouvelle preuve de l'existence, principalement au sein de la jeunesse, d'un large courant réceptif aux idées révolutionnaires, il y a un autre aspect de la manifestation que l'on ne peut passer sous silence: il s'agit du rôle que tentent de jouer actuellement le PSU et la CFDT par rapport aux mouvements.**

**Après être restés prudemment sur la réserve lors des premières manifestations d'étudiants, ces deux organisations ont finalement appuyé, sinon officiellement, du moins officieusement, l'UNEF en invitant leurs militants à prendre part aux cortèges organisés par le syndicat étudiant. Cette attitude, pour timide qu'elle fût, tranchait radicalement avec celle de la CGT qui ne ménageait ni critiques, ni sacarsmes envers les étudiants.**

Ce qui a d'ailleurs permis à la CFDT de se tailler une certaine popularité en milieu étudiant — d'autant plus facilement que les militants de cette confédération ont souvent été les premiers à prendre spontanément contact avec les étudiants en lutte et à leur ouvrir les portes des entreprises malgré l'hostilité de la CGT.

Pour la CFDT, cette attitude a été payante et aujourd'hui elle espére en tirer profit sur le plan politique. Cela semble avoir d'ailleurs été l'essentiel des entretiens entre MENDES-FRANCE et la direction CFDT qui ont eu lieu le 29 mai.

«Nous avons abordé deux problèmes» a déclaré Eugène DESCAMPS, secrétaire-général de la CFDT à l'issue de ces entretiens: «celui de l'intégration des forces «nouvelles à tout regroupement «politique nouveau et celui des «objectifs défendus par les forces «nouvelles».

«Les forces nouvelles» dont parle Descamps, ce sont justement les dizaines de milliers de jeunes étudiants et ouvriers dégoûtés de la politique du PCF et de la CGT.

Il y a une force considérable que certains politiciens de «gauche» espèrent bien récupérer. C'est ce que Descamps appelle «l'intégration des forces nouvelles à tout «regroupement politique nouveau»

Il s'agit à court terme, ou plutôt il s'agissait, d'appuyer la candidature de MENDES-FRANCE, mais à plus long terme, la formation d'une nouvelle formation politique était probable.

Le PSU y aurait sans doute joué le rôle de cheville ouvrière, vu la place de choix qu'il occupe sur l'arène politique en entretenant des liens étroits avec l'UNEF, la CFDT et la gauche FO (Labi).

(suite page 2)

# MANIFESTATIONS GAULLISTES :

## Quand la "Pègre" des beaux quartiers descend dans la rue !..

**Tout ce que la capitale peut compter d'oisifs, d'inutiles, de flics et de bigots s'est retrouvé jeudi place de la Concorde pour manifester son soutien à de Gaulle. La manifestation, annoncée au dernier moment, était cependant préparée à l'avance. Des dizaines de cars arrivaient de la banlieue et même de la province, déversant des «manifestants» qui avaient souvent la soixantaine bien sonnée.**

Quant à l'encadrement, il était composé de l'état - major gaulliste au grand complet: anciens du RPF, paras arborant bérets et insignes, mercenaires de tout poil dévoués à la cause du capital.

Tout ce beau monde organisait soigneusement par vagues successives la «pègre du XVIe» et de Neuilly qui, a son tour, descendait dans la rue. Les bons bourgeois étaient là, avec leurs dignes épouses, qui avaient pour la circonstance laissé leur chien-chien à la maison.

Des jeunes, il n'y en avait guère, mis à part quelques fils à papa.

Par contre, rarement manifestation a compté autant de vieillards et de personnes d'âge mûr... de ceux qui iront aux urnes pour décider de «l'avenir de la France». Or, cet avenir intéresse principalement la jeunesse qui, elle, n'a pas le droit de vote, la jeunesse qui se bat contre De Gaulle.

Le ban et l'arrière-ban de la réaction a été mobilisé ce jeudi pour chanter la Marseillaise et arborer les drapeaux tricolores pour scander« De Gaulle n'est pas seul». C'est juste, la chienlit des profiteurs le soutient: «Libérez nos usines» — car les profits ne rentrent guère en ce moment; «Liberté du travail» — mais les conseilleurs ne sont pas les payeurs; «La jeunesse avec De Gaulle»— slogan particulièrement repris par des têtes grisonnantes.... puis «Non à l'anarchie» — «Nettoyez la Sorbonne», etc...

Certes, De Gaulle peut relever la tête, des milliers de gens lui ont montré leur soutien. Des milliers de gens dont la plupart ne sont que des parasites, des inutiles. Des gens qui tremblent parce que 10 millions de travailleurs et des milliers de jeunes menacent leur «paix».

Mais, sans ces travailleurs, le pays ne peut tourner. C'est à eux que revient le droit de décider de quel côté se trouve «l'ordre social», et le devoir de nettoyer cette société de toute la pègre des bourgeois, des gavés, des curés.

## De Charlety à la Bastille
## L'U.N.E.F. et la C.G.T.

Pour répondre à la manifestation de l'UNEF et au meeting du Stade Charlety, la CGT s'est vue contrainte d'organiser le mercredi 29 mai, une grande manifestation centrale de la Bastille à la gare St-Lazare.

Jusque là, et à part la fragile unité du 13 mai, la CGT s'y était refusé. Tirant à boulets rouges sur COHN-BENDIT et même sur SAUVAGEOT et l'UNEF, elle avait même osé parler de provocation quand le syndicat étudiant avait appelé à manifester contre la mesure d'interdiction frappant le leader du mouvement du 22 mars. A chaque initiative de l'UNEF répondait une initiative de la CGT visant à empêcher que ses troupes ne rejoignent le mouvement étudiant. La manifestation parallèle du vendredi 24 mai, avec émiettement en banlieue était à cet égard des plus démonstrative. Le jour même de Charlety, la CGT organisait 12 meetings dans Paris et la banlieue pour retenir sa base

Mais après Charlety, les choses devaient prendre une autre tournure. Ce n'était plus seulement le mouvement étudiant qui débordait la CGT, mais dans la foulée des jeunes étudiants et travailleurs, les vieux chevaux de retour de FO, de la CFDT et du PSU allaient se refaire une virginité révolutionnaire.

Il importait donc de renverser le mouvement: d'où des tractations pour faire du mercredi 29 mai une grande journée de manifestation. En faisant de la protestation contre l'interdiction frappant Cohn-Bendit, un préalable à des négociations communes, l'UNEF, quelles que soient ses intentions, s'est mise dans son tort. La CGT ne pouvait pas céder sur ce préalable, car tout ce qu'elle souhaitait, ce n'était pas réellement une action commune, mais la démonstration qu'elle était unitaire. La CFDT et FO se sont réfugiés derrière le refus de l'UNEF pour se dérober à leur tour. Ainsi, la CGT apparaissait pour la première fois comme une centrale unitaire se heurtant au sectarisme ou à l'illogisme des autres directions syndicales.

Cette attitude devait pour un jour dissiper la gêne des militants de base CGT que le problème étudiant perturbait quelque peu et qui avaient bien du mal à expliquer à leurs camarades de travail l'ostrascisme de la CGT et ses calomnies vis-à-vis de COHN-BENDIT et de l'UNEF.

« Les étudiants avec nous... » criaient-ils avec d'autant plus de chaleur, que l'UNEF avait refusé.

Et ce sentiment joint à celui que donne le nombre devait faire de ce 29 mai, une journée de triomphe pour la CGT. Les mots d'ordre politiques «De Gaulle démission», «Pompidou au clou», «Gouvernement populaire» préparaient chacun à l'imminence d'une solution de la crise.

Mais si le 27 mai à Charlety et le 29 de la Bastille à la gare St-Lazare, le mouvement était descendu dans la rue, la concurrence risque maintenant de se dérouler sur un autre terrain, le terrain électoral, celui que De Gaulle a choisi et que déjà tout le monde a accepté. En fait, pour l'instant, seule l'UNEF est encore susceptible de relancer le mouvement dans la rue. Mais le fera-t-elle? Il semble difficile qu'elle puisse s'y aventurer seule.

**M. TOURNY.**

## Une " Troisième Force " à gauche

(Suite de la page 1)

La direction foncièrement réformiste d'une telle formation aurait gauchi son vocabulaire au gré des évènement politiques afin d'avoir l'oreille de ces dizaines de milliers de jeunes attirés par les idées révolutionnaires, mais que les organisations révolutionnaires, vu leur faiblesse, n'auraient pu toucher.

L'impact d'une telle formation sur la vie politique du pays n'aurait pas été négligeable.

Car outre les jeunes inorganisés qui l'auraient rejoints, il est probable qu'un certain nombre de cadres CFDT, FO et même CGT (suivant l'exemple de Barjonnet), s'y seraient retrouvés.

Dans la situation actuelle, les chances de formation d'un tel parti s'éloignent.

Mais nous ne sommes peut-être qu'au début du processus révolutionnaire commencé il ya trois semaines. Les rythmes de développement de ce processus nous sont inconnus. Et il n'est nullement impossible que ce projet reprenne corps.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires doivent accorder la plus grande attention à toute tentative allant dans ce sens.

Car, des milliers de jeunes, sincèrement révolutionnaires se retrouveraient au sein d'un tel parti. Et c'est justement eux qu'il s'agira de gagner à nos idées.

## Le passage du Rhin

Après avoir déclaré COHN-BENDIT indésirable sur le territoire français, le gouvernement parle sérieusement d'interdire le passage de la frontière à tous les allemands, pour peu qu'ils aient le mauvais goût d'être étudiants.

Voilà qui tombe à pic. Depuis quelques années, la France, enfin en paix, manquait un peu d'ennemi héréditaire. Et c'était, reconnaissons-le, une bien mauvaise chose pour les cervelles cocardières dont les sentiments patriotiques restaient sans objet.

Les vieux clichés vont enfin pouvoir resservir, la ligne bleue des Vosges attirer de nouveau les regards, la garde du Rhin retrouver enfin son bon sens. Et Jeanne de Colombey a une nouvelle mission à accomplir: bouter l'étudiant SDS hors de France.

Mais il faut dire qu'à un mois du marché commun, cela ne manque pas de sel. Comme quoi, si la bourgeoisie française espère réaliser l'Europe des marchandises et des capitaux, elle se moque éperdument de celle des hommes

**PERMANENCE**

**au Siège tous les jours**

**de 8 heures à 22 heures**

**VOIX OUVRIERE**

**Rédaction - Administration :**
29, rue de Château-Landon
Paris-10e.
**Parution hebdomadaire :**
En vente le mercredi.
**Prix : 1 F.**
**Abonnement :**
6 mois : 15 F.
1 an : 25 F.
**Abonnement de soutien :**
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
**Imprimerie - Composition :**
R. BOUCHÉ, Lizy-s-Ourcq
**Resp. pub. M. Schroedt.**

## REJOIGNEZ
## Les cercles " Voix Ouvrière"

**JEUNES TRAVAILLEURS,**

**Les organisations qui se disent de gauche ou qui se disent ouvrières sont prêtes à brader les luttes actuelles pour s'engager sur le terrain choisi par de Gaulle: le terrain électoral.**

**Au lendemain des élections, nous risquons de nous retrouver dans la même situation qu'hier ou avant-hier.**

**Rien ne sera cependant perdu, si l'expérience que vous venez d'acquérir, jointe au courage et au dynamisme dont vous avez fait preuve tous ces jours-ci, vous amènent à combattre pour la constitution en France d'un véritable PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE.**

**JEUNES,**

**Nous vous attendons, rejoignez les Cercles locaux de**

**VOIX OUVRIERE**

## Pour la première fois en France !
## un référendum boycotté

Le mois de mai 68 riche en évènements aura été également fertile en leçons.

L'une d'elle et non la moindre est comment un puissant mouvement gréviste a dans les faits «boycotté» le référendum.

La politique française, et en particulier la politique gaulliste a connu beaucoup de référendums qui étaient des plébiscites déguisés.

Face à de tels plébiscites, la seule réponse de ceux qui ne sont pas d'accord devrait être le boycot c'est-à-dire le refus de participer à une telle comédie.

Mais les traditions électoralistes des partis politiques français et du corps électoral dans son ensemble a toujours amené les partis d'opposition à appeler à voter «non» pour manifester leur désaccord.

Or, participer à un plébiscite, c'est l'accepter, car c'est accepter pour la France notamment que parmi les 25 millions d'électeurs, les hésitants, les pleutres, les irrésolus, les bourgeois, les curés les flics, les militaires, les juges, les profiteurs de tout poil, comptent plus que les dix millions d'ouvriers et de paysans qui ont le droit de vote et qui les nourissent.

C'est ne pas compter avec ceux qui se battent dans les rangs des étudiants et des ouvriers et, qui, pour plus de la moitié, n'ont pas le droit de vote, car ils n'ont pas 21 ans, ni tous les travailleurs «étrangers» qui participent à la lutte.

Accepter le référendum, c'est accepter qu'un «OUI» sorte des urnes.

Le boycotter, c'est le contester de fait par la grève, la force.

Sans y avoir été appelés par leurs organisations, sans en avoir une claire conscience politique, les travailleurs ont, en fait boycotté, c'est-à-dire rendu impossible ce référendum qui devait avoir lieu le 16 juin, en paralysant la vie «normale» du pays.

Il est certain aussi que, pour que des organisations appellent à boycotter une consultation électorale, il faut qu'elles soient engagées dans un combat réel et qu'elles ne se contentent pas de déclarations qui commencent dans un verbalisme violent pour finir dans l'ordre, la dignité, la maitrise de soi et... le renoncement.

C'est pourquoi le boycott auquel nous assistons actuellement ne pouvait-être que «spontané», et pas le résultat d'une action concertée par les partis d'opposition dits de gauche.

**F. M.**

**Permanence à la Sorbonne**

**Salon Richelieu**

**Escalier du Grand Amphithéatre**

**de 9 heures à 21 heures**